

COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

Le Chef milicien Gédéon KYUNGU MUTANGA évadé de la prison de Kasapa et condamné pour crimes contre l'humanité, mouvement insurrectionnel et terrorisme et qui s'est rendu ce 11 octobre 2016 à Lubumbashi aux autorités provinciales doit répondre de ses actes devant la justice congolaise ou internationale.

L'Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains(ACIDH), l'Action pour l'Accès à la Justice(ACAJ), l'Association Africaine de Défense des Droits de l'homme(ASADHO), le Centre des Droits de l'homme et du Droit Humanitaire(CDH), Groupe d'actions non violences évangéliques, Humanisme et Droits Humains(HDH), Humanitas, COSCET, JUSTICIA Asbl, RESCUE, le réseau des communicateurs humanitaires (RCH) et UACF, toutes des organisations non gouvernementales de promotion et de protection des Droits de l'homme basées en RD Congo et qui luttent contre l'impunité des crimes graves de la compétence de la justice internationale, ont suivi avec attention « l'accueil triomphal » réservé ce 11 octobre 2016 à Lubumbashi par le Gouvernement congolais à un criminel de guerre et évadé de prison, le chef milicien Mai Mai Gédéon KYUNGU MUTANGA.

En effet, c'est lors d'une cérémonie fortement médiatisée et présidée par le Gouverneur de la province du Haut-Katanga, que ce seigneur de guerre accompagné de plus ou moins 150 hommes, s'est rendu aux autorités provinciales en déposant plusieurs armes ainsi que des amulettes. Ce chef milicien, arborant un chapeau sur lequel était notamment mentionné : « *Paix pour tous* » et d'un tee-shirt avec effigie du Président de la république où était écrit ce fameux slogan « *shikata* » - en langue luba - et qui signifie autrement « *enracine-toi* », « *assieds-toi convenablement* », lancé depuis un certain temps par la Majorité présidentielle en soutien au Chef de l'Etat qui est à son dernier mandat constitutionnel. Par ailleurs, il a déclaré avoir répondu à l'appel du Chef de l'Etat qui veut la paix.

Les organisations signataires, tout en se félicitant de cette reddition pour laquelle le bureau de Lubumbashi de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation au Congo(MONUSCO) s'était aussi largement investi, ainsi que les autorités provinciales, estiment que la restauration de la paix sur toute l'étendue la province du Haut-Katanga, ne doit pas être un prétexte pour sacrifier l'indépendance de la justice ainsi que les droits des victimes d'être restaurés dans leurs droits.

Les organisations rappellent que le chef milicien Gédéon KYUNGU MUTANGA, condamné en décembre 2010 par la Cour militaire de l'ex Katanga à la peine de mort pour crimes contre l'humanité, mouvement insurrectionnel et terrorisme commis entre octobre 2003 et mai 2006 dans le *Triangle de la mort* (partie comprise entre les territoires de Manono, Pweto et Mitwaba), s'était évadé le 7 novembre 2011 (à quelques jours des élections présidentielles et législatives), grâce à une opération commando venue spécialement pour

l'exfiltrer de cette prison gardée par les éléments de Police et de l' Armée. Lors de cette évasion, 2 personnes dont 1 militaire avaient été tuées.

Et alors que tout le dispositif sécuritaire était déployé à sa recherche, Gédéon KYUNGU MUTANGA avait pu s'échapper et par la suite atteindre facilement le territoire de Mitwaba où il avait réorganisé sa milice qui causa plusieurs autres crimes graves dont des attaques systématiques contre les villages et le déplacement interne des milliers des personnes.

En plus, ce criminel de guerre avait créé en mai 2015 un parti politique dénommé «Mouvement des Indépendantistes Révolutionnaires Africains», MIRA en sigle qui avait d'ailleurs interagi avec les autorités provinciales et nationales, et plusieurs interviews à la presse furent accordées par ce seigneur de guerre dont le quartier général était bien localisé par les services de sécurité. Et malgré le déploiement de plusieurs bataillons de l'Armée pour combattre Gédéon KYUNGU MUTANGA, ce dernier n'a curieusement jamais été arrêté. Au lieu de le cantonner à la base militaire de Kamina où se trouvent les démobilisés, Gédéon, ne revêtant d'aucun titre militaire, est logé au quartier Golf dans la Commune de Lubumbashi comme si il avait rendu des bons et loyaux services à la Nation.

Face à toutes ces zones d'ombre, dénotant de très fortes complicités et pour l'intérêt supérieur de milliers des victimes des exactions de ce chef de guerre, les organisations des droits de l'homme demandent au Gouvernement national la mise en place d'une commission d'enquête impartiale à laquelle seront associées les ONG des Droits de l'homme et la MONUSCO pour déterminer le degré de responsabilité de certains officiers supérieurs de l'Armée et de la Police dans l'évasion et la durée de la cavale de ce criminel de guerre. Il se fait que ce criminel présente déjà des revendications que les ONG signataires demandent de ne pas suivre.

Les organisations signataires se joignent aux cris de milliers de victimes délaissées de ce criminel de guerre, exigent que ce dernier soit directement remis en prison pour continuer à purger sa peine pour crimes contre l'humanité, mouvement insurrectionnel et terrorisme, elles exigent aussi qu'il soit remis à la disposition de l'Auditorat militaire supérieur de Lubumbashi qui aura à ouvrir une nouvelle instruction judiciaire contre lui pour des crimes graves commis dans les territoires de Mitwaba, Kasenga, Pweto et Manono de novembre 2011 à nos jours.

Et enfin, les organisations attirent l'attention toute particulière de Madame le Procureur de la Cour Pénale Internationale, en vue d'enquêter sur les crimes graves commis par Gédéon KYUNGU MUTANGA.

Lubumbashi, le 12 octobre 2016

Pour tout contact presse :

1. ACIDH, +243 81505773
2. CDH, +243 999940324
3. HDH, +243 99 70 13 407
4. JUSTICIA Asbl, +243 814709184